

Index AI : PRE01/424/2011
30 August 2011

La stratégie du Mexique pour la protection des migrants échoue

La stratégie du gouvernement mexicain concernant les migrants n'a pour l'instant pas permis de réduire le nombre alarmant d'enlèvements de migrants originaires d'Amérique centrale au Mexique, a déclaré Amnesty International un an après le lancement du plan gouvernemental.

Cette stratégie, annoncée en août 2010, promettait une refonte totale de la politique du gouvernement face au problème endémique des enlèvements et homicides de migrants en situation irrégulière au Mexique.

Elle reposait sur plusieurs engagements : veiller à une coordination efficace entre les autorités - fédérales, des États ou municipales -, afin d'empêcher d'autres enlèvements ; enquêter sur les responsables présumés et les poursuivre, le cas échéant ; et fournir une assistance aux migrants victimes de violations.

« Bien que le gouvernement affirme lutter contre le problème, rien ne montre que la mise en œuvre de cette stratégie très médiatisée a eu un quelconque impact », a déclaré Rupert Knox, spécialiste du Mexique à Amnesty International.

« Le gouvernement mexicain doit fournir un rapport détaillé de l'impact de cette stratégie, ainsi que des informations sur les poursuites engagées contre les auteurs présumés de violations des droits des migrants et sur les condamnations éventuellement prononcées contre eux. »

Amnesty International a recensé des dizaines de cas dans lesquels des migrants originaires d'Amérique centrale traversant le Mexique ont été enlevés, torturés, violés, tués ou soumis à une disparition forcée.

Selon des chiffres rendus publics par la Commission nationale des droits humains, 11 000 migrants en situation irrégulière ont été enlevés au Mexique sur une période de six mois en 2010.

Le 23 août 2010, 72 migrants originaires d'Amérique centrale et du Sud ont été tués par une bande criminelle dans la municipalité de San Fernando, dans l'État du Tamaulipas (nord du pays). Cette année, 193 corps, dont certains appartiendraient à des migrants, ont été découverts dans des charniers dans cette même municipalité.

Le jour de la commémoration du massacre de San Fernando, le bureau du procureur général de la République a annoncé que 82 suspects, dont des policiers municipaux, avaient été arrêtés et inculpés en relation avec cette série de crimes dans l'État du Tamaulipas.

« Il est encourageant de constater que les autorités ont rendu certaines informations publiques concernant l'enlèvement et le meurtre de 193 personnes dans l'État de Tamaulipas », a ajouté Rupert Knox.

« Nous sommes cependant préoccupés par le manque total d'informations claires concernant l'état d'avancement des enquêtes sur les violations des droits fondamentaux de migrants en 2010 et 2011. »

« Le fait que les autorités n'aient toujours pas amené la grande majorité des responsables présumés à

rendre des comptes ni apporté un soutien adapté aux victimes et à leurs proches est un motif d'inquiétude important. »

En juillet 2011, des délégués d'Amnesty International se sont rendus dans des centres d'accueil pour migrants et ont parlé avec des victimes d'enlèvement et des défenseurs des droits des migrants, qui sont régulièrement menacés en raison de leur travail.

Le 24 juin, des dizaines de migrants auraient été enlevés dans le sud du Mexique alors qu'ils voyageaient sur le toit d'un train de marchandises en direction de la frontière du nord.

D'après des témoins, le conducteur a arrêté le train aux abords de la ville d'Agua Medias dans l'État de Veracruz ; au moins 10 hommes armés sont sortis de plusieurs véhicules et ont commencé à forcer les migrants à descendre du train, leur criant : « descendez du train fils de putes, dépêchez-vous et montez dans les pickups. »

Certains sont parvenus à s'échapper, mais un nombre inconnu d'autres migrants, dont des femmes et des enfants, ont été emmenés par ces hommes.

Les enquêtes menées par les autorités de l'État et les autorités fédérales n'ont pas permis d'établir où les personnes enlevées se trouvent ni le sort qui leur a été réservé, pas plus que l'identité de leurs kidnappeurs.